

ACTION URGENTE

DES PARAMILITAIRES MENACENT UN RESPONSABLE SYNDICAL

Un groupe paramilitaire colombien a menacé de tuer le responsable syndical Juan Carlos Galvis et deux de ses enfants, ainsi que des militants LGBTI de Barrancabermeja.

Le 11 juillet, une enveloppe a été déposée au domicile d'un défenseur des droits humains travaillant pour l'Espace des défenseurs des droits humains de Barrancabermeja (ETTDH), coalition d'organisations non gouvernementales (ONG) établie dans le Magdalena Medio (région du nord de la Colombie). Elle était adressée au Syndicat Coca-Cola de Barrancabermeja. Plus tard dans la journée, lors d'une réunion rassemblant les organisations membres de l'ETTDH, dont le Syndicat national des travailleurs de l'industrie agroalimentaire (SINALTRAINAL), qui représente les employés de l'usine d'embouteillage Coca-Cola, le défenseur des droits humains qui avait reçu l'enveloppe l'a remise à l'un des responsables du syndicat, **Juan Carlos Galvis**.

L'enveloppe contenait des photos de deux des enfants de Juan Carlos Galvis et une menace de mort marquée du logo d'un groupe paramilitaire qui se présente sous le nom d'« Armée anti-restitution du Magdalena Medio » et accompagnée de la question suivante : « Savez-vous où sont vos enfants ? » Dans le message, les noms d'une de ses filles et d'un de ses fils étaient cités, et on lui donnait 24 heures pour quitter la ville. Les paramilitaires indiquaient qu'ils allaient tuer « des gays » de la ville, y compris le fils de Juan Carlos Galvis. Les **militants défendant les droits des lesbiennes, des gays et des personnes bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI)** à Barrancabermeja, qui appartiennent également à l'ETTDH, avaient organisé un défilé le 5 juillet. Le SINALTRAINAL et d'autres membres de l'ETTDH soutenaient cette initiative : en mars 2012, des paramilitaires avaient proféré des menaces de mort à l'encontre de militants LGBTI à la suite d'une marche similaire. Juan Carlos Galvis, qui avait quitté Barrancabermeja à la suite de menaces de mort antérieures, se trouvait dans la ville ces derniers mois dans le cadre d'une campagne électorale menée au sein de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT).

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par le fait que Juan Carlos Galvis, sa famille, le SINALTRAINAL et les militants LGBTI de Barrancabermeja ont tous été menacés par un groupe paramilitaire le 11 juillet, et appelez les autorités à leur fournir une protection efficace, dans le respect de leurs souhaits ;
- engagez les autorités à diligenter une enquête exhaustive et impartiale sur la menace de mort adressée à ces personnes, à rendre les conclusions publiques et à traduire les responsables présumés en justice ;
- exhortez-les à prendre sans délai des mesures pour démanteler les groupes paramilitaires, comme le gouvernement s'y est engagé et conformément aux recommandations des Nations unies et d'autres organisations intergouvernementales.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 27 AOÛT 2013 À :

Président

Presidente Juan Manuel Santos
 Presidente de la República, Palacio de
 Nariño, Carrera 8 No.7-26
 Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 596 0631

Formule d'appel : *Excmo. Sr. Presidente Santos, / Monsieur le Président,*

Ministre de l'Intérieur

Señor Fernando Carillo Flórez
 Ministro del Interior
 Calle 12B No 8-46, Primer Piso
 Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 2839876

Courriel :
mesadeentrada@mininterior.gov.co

Formule d'appel : *Estimado*

Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,

Copies à :

Syndicat
 SINALTRAINAL
 Calle 71 No 21-89
 Barrio de la Libertad
 Barrancabermeja
 Colombie

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays (adresse(s) à compléter) :

Nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
 INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DES PARAMILITAIRES MENACENT UN RESPONSABLE SYNDICAL

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Depuis le début du conflit armé de longue date qui déchire la Colombie, les forces de sécurité et les paramilitaires accusent souvent des membres d'organisations de défense des droits humains, de syndicats et d'autres organisations à vocation sociale de collaborer ou de sympathiser avec la guérilla. Ceux-ci sont donc souvent victimes d'homicides, de menaces ou de disparitions forcées. Des défenseurs des droits humains ont également été menacés, et parfois tués, par des groupes de guérilleros qui les accusaient de collaborer avec l'ennemi.

Les groupes paramilitaires colombiens sont censés avoir été démobilisés dans le cadre d'un programme lancé par le gouvernement en 2003, mais les menaces proférées contre des organisations de défense des droits humains et des syndicats dans la région du Magdalena Medio et ailleurs montrent qu'ils sont toujours actifs. Ces dernières années, des mouvements de guérilla ont également été à l'origine de bon nombre d'homicides et de menaces dans le pays.

Le SINALTRAINAL a été créé en 1982 pour défendre et promouvoir les droits des travailleurs de l'agroalimentaire. Depuis lors, au moins 22 de ses membres ont été tués ou victimes de disparition forcée, et des dizaines ont subi des agressions ou des menaces.

Ces dernières années, le SINALTRAINAL a été impliqué dans plusieurs conflits sociaux qui l'ont souvent opposé à de grandes multinationales. Dans le cadre de ces conflits, il arrive souvent que des membres du syndicat signalent avoir été menacés ou agressés, généralement par des agents des forces de sécurité ou des groupes paramilitaires.

Noms : Juan Carlos Galvis et sa famille, SINALTRAINAL, militants LGBTI de Barrancabermeja
Hommes et femmes

AU 178/13, AMR 23/030/2013, 16 juillet 2013